



ISSN: 0975-833X

Available online at <http://www.journalcra.com>

*International Journal of Current Research*  
Vol. 15, Issue, 09, pp.25984-25989, September, 2023  
DOI: <https://doi.org/10.24941/ijcr.45987.09.2023>

INTERNATIONAL JOURNAL  
OF CURRENT RESEARCH

## RESEARCH ARTICLE

# L'ÉCONOMIE AFRICAINE DANS LA MONDIALISATION: UNE DIALECTIQUE DU LOCAL ET DU GLOBAL

**\*Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE**

Maître de Conférences / Université de Kara – Togo

### ARTICLE INFO

#### Article History:

Received 25<sup>th</sup> June, 2023  
Received in revised form  
27<sup>th</sup> July, 2023  
Accepted 25<sup>th</sup> August, 2023  
Published online 27<sup>th</sup> September, 2023

#### Key words:

Afrique, Économie, Global, Local,  
Mondialisation.

#### \*Corresponding Author:

Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE

Copyright©2023, Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE. 2023. "L'économie africaine dans la mondialisation: une dialectique du local et du global". *International Journal of Current Research*, 15, (09), 25984-25989.

### ABSTRACT

Héritière du libéralisme politique et économique, la dynamique de la mondialisation contemporaine est impulsée par des acteurs multinationaux et transnationaux aux enjeux globaux que sont les organisations internationales, les firmes multinationales et les organisations non-gouvernementales. La mondialisation désigne le recouvrement du monde par les modèles politiques, économiques et culturels occidentaux d'inspiration libérale qui s'appliquent sur l'ensemble de la planète. Mais la part de l'Afrique dans l'économie mondiale est souvent minimale à cause de la dégradation des termes de l'échange entraînant sa vulnérabilité sur le marché mondial. L'objectif de notre analyse est de proposer, en substitution à la logique unilatérale de la mondialisation qui fait porter les biens et services du centre vers les périphéries, celle qui permet d'articulation le local et le global afin de relever les atouts dont dispose l'Afrique dans la mondialisation. Les résultats plaident des politiques économiques ambitieuses capables de susciter une large participation de l'Afrique à la production de la richesse mondiale, à travers la recherche d'une articulation optimale entre l'échelon local et l'échelon global.

## INTRODUCTION

La mondialisation de l'économie a connu un développement fulgurant ces dernières années et semble devenir maintenant irréversible. Cependant cette évolution est loin d'être uniforme et même si elle est nécessaire à une plus grande mobilité internationale des ressources, des échanges de marchandises, de services et de capitaux, elle engendre également de nouvelles formes d'exploitation, d'inégalités et d'injustices sociales, notamment dans les pays en développement comme ceux d'Afrique. La mondialisation économique est née de l'utopie du tout marché. Elle est le recouvrement du monde par des modèles économiques et culturels occidentaux. Elle est pilotée par des institutions internationales de gouvernance mondiale qui se chargent d'appliquer, sur l'ensemble de la planète, les modèles politiques et économiques d'inspiration libérale. La part de l'Afrique dans l'économie mondiale est souvent réduite à la portion minimale et la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des produits venant d'ailleurs est de plus en plus accrue, ceci à cause de la dégradation des termes de l'échange qui entraine, de fait, sa vulnérabilité sur le marché mondial. Le problème qui se pose est celui de la désarticulation de l'économie africaine de la mondialisation. La question principale est la suivante : Étant donné que la mondialisation est devenue inéluctable, qu'elle véhicule le global et récuse le local, que faire pour resituer l'économie africaine dans la mondialisation ? De cette question fondamentale découlent subsidiairement deux autres à savoir : en quoi l'hégémonie mondialiste domine économiquement l'Afrique ? Que faire pour que l'économie africaine puisse participer à la mondialisation ?

Nous posons en hypothèse que pour resituer l'économie africaine dans la mondialisation, il faut penser des politiques économiques ambitieuses qui pourraient susciter une large participation de l'Afrique à la production de la richesse mondiale et faire de celle-ci une véritable actrice et non une spectatrice de la mondialisation. Pour dérouler cette hypothèse, nous pensons que la vision unilatérale de la mondialisation économique exclue les économies africaines. L'économie africaine se porte mal au sein de la mondialisation puisque la part de l'Afrique dans l'économie mondiale est souvent réduite à la portion congrue et la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des produits importés. Pour que l'Afrique puisse participer à la mondialisation, il lui faut rompre avec la logique unilatérale de la mondialisation économique qui fait porter les biens et services du centre vers les périphéries par la participation du local au global. Il conviendrait de relever les atouts dont dispose l'Afrique dans la mondialisation et en recherchant les voies et moyens pouvant lui permettre de s'exporter et de porter ainsi le local à la dimension du global. Notre objectif vise à penser des politiques économiques ambitieuses qui pourraient susciter une large participation de l'Afrique à la production de la richesse mondiale et faire de celle-ci une véritable actrice et non une spectatrice de la mondialisation. Pour ce faire, l'argumentaire procède en deux étapes : en premier lieu, nous présenterons la logique hégémonique de la mondialisation et la situation agonistique de l'économie africaine dans la mondialisation ; en second lieu, nous montrerons la nécessité d'articuler le global et le local pour une mondialisation inclusive.

### **L'hégémonie de la mondialisation et l'agonie de l'économie africaine:**

La mondialisation est multidimensionnelle et touche tous les domaines de la vie économique, culturelle, environnementale et sociale, jusqu'aux relations entre les États et les nations du monde. La conséquence en est l'intensification des relations par-delà les frontières, favorisée par une libéralisation rapide et le progrès des Technologies de l'Information et de la Communication dans les domaines du commerce et des flux financiers ; l'intensification des relations par-delà les frontières, favorisée par une libéralisation rapide dans les domaines du commerce, des flux financiers et de l'investissement direct étranger. La mondialisation offre des promesses de croissance du commerce et de l'investissement international ; mais, elle accroît aussi les risques de marginalisation surtout des pays à économies faibles comme ceux d'Afrique.

**La mondialisation et ses promesses économiques:** La mondialisation désigne le processus par lequel les relations entre les nations sont devenues interdépendantes et ont dépassé les limites et géophysiques qui pouvaient exister auparavant. Elle revêt plusieurs aspects qui touchent la politique, l'économie, la culture, la société ou encore l'information. Elle représente l'ouverture des frontières et l'avènement du commerce international, la délocalisation et la libre-circulation des hommes et des biens. Au niveau économique on peut constater cette mondialisation par la prolifération des produits manufacturés, la multiplication des délocalisations de la production et la division internationale du travail. Plus généralement, le symbole de la mondialisation est représenté par l'émergence d'une culture commune, celle de l'Occident notamment. À en croire R. Pérès (2007, p. 274) :

La contractualisation de la société est le maître mot de la mondialisation. Cependant, le contrat n'a pas toujours été, mais serait en train de devenir une catégorie universelle, témoignant par-là que la manière occidentale de penser l'homme et la société aurait vocation à s'étendre au monde entier. Tel est au moins le crédo de la « mondialisation », qui célèbre d'un même mouvement les vertus du libre-échange et celles du contrat, réputé flexible, égalitaire, et émancipateur, par opposition aux pesanteurs des États et aux tares de la loi, réputée rigide, unilatérale. Mettre cette citation en retrait.

Souvent décrite comme inéluctable, la mondialisation représente l'hégémonie du modèle occidental, mais également le désir de plus en plus marqué des populations de découvrir d'autres cultures et de partager avec d'autres nations. Elle illustre le monde comme un village global, où chaque acteur est interconnecté, et où les limites spatio-temporelles sont repoussées jusqu'aux extrêmes, afin de permettre le partage de flux d'informations. Ainsi, la mondialisation est illustrée par une vision unitaire de l'humanité ; une vision économiciste du monde ; une approche unilatérale de la société ; une logique de marché qui fait de tout une marchandise ; une organisation inégalitaire du monde ; une approche conflictuelle de la vie ; des intérêts financiers au détriment des intérêts humains.

La mondialisation économique est l'accélération, à l'échelle mondiale, des échanges de biens et de services rendus possible grâce à la levée progressive des entraves au commerce mondiale dans le cadre du *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) du 30 octobre 1947 entenu Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce dont le but est d'harmoniser les politiques douanières des parties signataires puis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Cette organisation internationale s'occupe particulièrement des règles régissant le commerce international entre les pays. La mondialisation a des avantages certains. Elle a permis l'amélioration du niveau de vie. Une des conséquences positives les plus importantes de la mondialisation est l'amélioration considérable du niveau de vie dans les pays en voie de développement. Selon la Banque mondiale (2000), l'extrême pauvreté a reculé de 35 % depuis 1990. De plus, le premier Objectif du millénaire pour le développement, soit la réduction du taux de pauvreté de 1990 de moitié pour 2015 a été atteint en 2010, soit cinq ans plus tôt que prévu. Depuis, près de 1,1 milliards de personnes sont sorties de

l'extrême pauvreté. Ces mêmes pays ont également eu accès à des améliorations technologiques considérables sans connaître les difficultés rencontrées par les pays développés en leur temps. Par exemple, les pays africains en voie de développement ne disposaient pas de réseau étendu de téléphonie fixe avant que la téléphonie mobile n'envahisse le marché. Beaucoup de marchés africains ont sauté l'étape de la téléphonie fixe, faisant ainsi l'économie d'énormes frais d'installation. Dans les pays développés, les compagnies de téléphonie continuent d'entretenir des systèmes vieillissants et obsolètes. La mondialisation favorise une plus grande créativité et d'innovation. La concurrence à l'échelle mondiale peut, en effet, encourager la créativité et l'innovation, permettant aux entreprises de gagner une longueur d'avance sur leurs concurrents. La course à la qualité permet d'améliorer les produits tout en maintenant des coûts réduits. La libre circulation du travail et du capital permet aux innovations émanant des pays développés d'être promues dans le monde entier. Avant la mondialisation, il était extrêmement difficile d'obtenir des financements à l'innovation dans un pays sous-développé. Depuis que les systèmes de communication ont évolué, des individus sans accès au financement de grandes ampleurs peuvent dorénavant changer la donne sur leur marché domestique et partout dans le monde.

Le système mondial du commerce a également produit une variété inédite de nourriture à des prix plus bas. La baisse des coûts des biens et services permet aux citoyens des pays développés comme des pays en voie de développement de mieux vivre avec moins d'argent. Grâce à d'énormes réductions de coûts en termes de fabrication industrielle et de logistique, le coût de la vie a baissé pour tous partout dans le monde. La mondialisation a également favorisé, en outre, l'accès à la culture d'autres pays, notamment la cuisine, le cinéma, la musique, l'art et la technologie. La libre circulation des personnes, des biens et de l'information fait qu'il est maintenant possible de parcourir le monde tout en restant chez soi, de s'informer de l'actualité dans le monde. Des produits et services autrefois exclusifs aux pays développés sont aujourd'hui retrouvables dans les méandres des villages des pays en développement. Toutefois, étant donné l'ampleur que prend le processus de mondialisation et la rapidité avec laquelle il se développe, il n'est plus possible aujourd'hui de se permettre d'ignorer l'existence de nombreux autres pays, acteurs à part entière et parfois victimes de la mondialisation. Il est bien connu que beaucoup de multinationales ont construit leur prospérité grâce à la fragilité du système judiciaire et à la main-d'œuvre bon marché des pays en développement. Le phénomène de la mondialisation dont la promesse de départ est la libération de tout le monde de la pauvreté a fini par faire des heureux et des malheureux économiquement parlant. (J. Adda, 2012). Selon des historiens et géographes marxistes, la mondialisation est un système-monde, propre à l'histoire du capitalisme, qui se confond avec l'expansion spatiale de la marchandisation et l'essor du capital financier; elle est aujourd'hui parachevée par la révolution numérique et communicationnelle, et le développement capitaliste de la Chine. Cette logique impérialiste, soutenue par le culte du progrès puis de l'innovation, a détruit la ruralité ainsi que des cultures et des modes de vie locaux tout en entretenant des inégalités spatiales fonctionnelles.

**L'agonie de l'économie africaine dans la mondialisation:** La mondialisation offre des promesses de croissance du commerce et de l'investissement international ; mais elle accroît au même moment les risques d'instabilité et de marginalisation des économies les plus faibles. Alors que la mondialisation économique se caractérise par la visée du global, l'économie africaine est une économie beaucoup plus local. « L'Afrique apparaît aux marges des relations internationales. Elle est incluse dans le système international mais se situe à la périphérie ». (P. Hugon, 2006, p. 7). La structure des échanges de l'Afrique avec le monde, les difficultés à diversifier son économie, les politiques économiques nationales peu ambitieuses sont des conséquences de la marginalisation de l'économie africaine dans l'économie mondiale. La situation de l'économie africaine dans la mondialisation est souvent taxée de négligeable. Il est incontestable que les règles distordues du commerce mondial, tout comme les gestions chaotiques du taux de change, ont des impacts forts négatifs

sur la compétitivité des économies africaines. À côté de ces facteurs, il y en a d'autres qui n'en sont pas moins importants pour comprendre la faible participation de ces États dans l'économie mondiale. Parmi ces goulots d'étranglement, on note le déficit de formation pointue dans certains domaines, les problèmes institutionnels, le climat social dans l'entreprise et l'indisponibilité d'infrastructures de qualité. Ces facteurs gênent, selon T. Leunkeu (2012), autant la croissance de la production et de la productivité que la compétitivité des économies africaines. La civilisation technicienne s'est construite sur la logique selon laquelle les ressources de la terre seraient inépuisables pour satisfaire les désirs d'ego et d'appétits démesurés d'une seule espèce, l'homme. L'inégale répartition des ressources et richesses naturelles dans le monde, comme les inégalités de traitement et de rémunération du travail, représentent pour certains une fabuleuse opportunité de développement de richesses. À grands renforts, les milieux financiers et les médias, au nom de la démocratie et du développement des libertés individuelles, participent à l'expansion du modèle économique actuel basé sur la libre circulation des biens, des personnes et de l'argent. Le développement de ce modèle, encouragé par le manque d'harmonisation sociale et fiscale, par une libéralisation des services publics, par une tarification insuffisante du transport routier, a facilité et soutenu l'accroissement de la demande d'échanges et favorisé les délocalisations. Ces délocalisations ne sont que la conséquence des externalisations, qui avaient elles-mêmes succédé aux gains de production, avec la mise en place de méthodes de gestion des entreprises tournées vers l'optimisation des coûts.

Le processus de globalisation est en passe d'écarter, ou de négliger pour plusieurs décennies, jusqu'à ce qu'ils acquièrent la capacité de s'intégrer aux marchés nationaux et mondiaux, des milliards de pauvres. Vis-à-vis de la condition humaine, la situation de ces populations marginalisées est abominable, et cette expression est minimale. L'impossibilité de voir satisfaits des besoins aussi élémentaires que l'accès à l'eau potable, à une alimentation correcte ou aux soins de base implique, pour plus d'un tiers des habitants des pays en développement, une espérance de vie difficilement plafonnant à 45 ans. Plusieurs inconvénients de la mondialisation ont été souvent soulignés pour les pays en développement dont les pays Africains dans leur majorité. Parmi ces inconvénients se trouve la délocalisation des emplois. Une des critiques la plus fréquemment émise à propos de la mondialisation des échanges commerciaux est qu'elle conduit à délocaliser des emplois, surtout des emplois industriels, des pays développés vers des pays en voie de développement. Mais le dumping social et la faiblesse des économies des pays du Sud ne permettent pas d'établir un équilibre entre les forces de productions et les rémunérations conséquemment. La privatisation aussi constitue un couteau à double tranchant. Il est vrai que le processus vise à décharger l'État de la direction des entreprises dont le fonctionnement est budgétivore mais le rendement est déficitaire. À ce propos, P. Jacquemot, M. Raffinot (1993, p. 41), font remarquer que

Le but des privatisations des entreprises publiques est double: réduire les subventions éventuelles (optique de stabilisation) et améliorer l'efficacité du système productif (optique d'ajustement). Mais il ne suffit pas de vouloir privatiser, en Afrique, pour le pouvoir: il faut, d'abord, trouver des entrepreneurs privés intéressés et fiables; il faut éviter de remplacer des monopoles publics par des monopoles privés.

La mondialisation occasionne l'hégémonie de l'Occident et la marginalisation de l'Afrique. Malgré une croissance spectaculaire dans les économies émergentes, le monde occidental développé tient toujours les rênes de l'ordre international et des flux de capitaux entre les pays. Par exemple, des organisations telles que le Fond Monétaire International (FMI) ou la Banque mondiale (BM) facilitent grandement l'accès au prêt. Des remarques sont légion en ce qui concerne l'inefficacité de ces organismes internationaux de financement:

En ce qui concerne la Banque mondiale, on peut montrer que sa vocation initiale qui était d'aider les pays à se développer, à réduire la pauvreté dans le monde et à accorder des crédits aux

pays membre du FMI, s'est peu à peu perdue au fil du temps, et est venue se confondre avec l'action du FMI. Ainsi, des dysfonctionnements forts sont apparus. Le premier réside dans le maintien, à un niveau très important, d'aides sous forme de prêts d'ajustement structurel de la Banque mondiale dont on ne voit pas toujours ce qui les distingue des actions du FMI; ceci est d'autant source d'inefficacité quand ils interviennent dans le secteur financier, domaine de compétence partagée (R. Pérès, 2007, p. 356).

En plus, les valeurs occidentales ne sont pas universelles et les appliquer dans les pays non-occidentaux a souvent des conséquences financières désastreuses. Pire encore, certaines des aides que le monde développé apporte aux pays en voie de développement tendent à augmenter la pauvreté plutôt que la réduire. S. Brunel (1993, p. 20) dira que « L'aide à l'Afrique, telle qu'elle est pratiquée actuellement, ne sert à rien, sinon à enrichir les riches des pays pauvres. Il faut la réformer, concluent les mieux intentionnés, la supprimer, répliquent les autres ». L'hégémone de l'Occident au sein de la mondialisation s'accompagne de la perte d'identité culturelle dans les États africains. Certes, la mondialisation favorise l'accès aux cultures étrangères, mais elle tend également à fusionner les cultures entre elles au profit de la culture dominante. Le succès rencontré par certaines cultures partout sur la planète a amené certains pays à imiter d'autres styles de vie et de culture que la leur. Or, quand les cultures commencent à perdre leurs caractéristiques distinctives, la diversité mondiale se perd. La logique de l'entreprise et du marché, dominante dans l'actuel modèle de développement, fait de l'échange marchand la référence quasi unique des relations humaines :

L'idéal en termes de libre-échange serait évidemment un désarmement total, tarifaire et non tarifaire. Objectif difficile à atteindre, puisque les droits de ports (et singulièrement les droits de douanes et taxes sur les importations) représentent une part considérable des revenus des États dans les pays en développement. Une réduction rapide des tarifs douaniers conduirait donc à accroître fortement le déficit public. Les mesures concrètement mises en œuvre sont donc plus réduites. D'abord, il s'agit d'éliminer les protections non tarifaires (surtout les prohibitions à l'exportation, à l'importation et les quotas). L'objectif suivant est de réduire les distorsions liées au système de protection en égalisant la protection sur l'ensemble des produits. Cette réforme s'oppose nettement aux systèmes mis en place en Afrique, qui tendaient la plupart du temps à pénaliser certaines importations (biens de luxe), à en favoriser d'autres (biens d'équipements) et, souvent, à protéger les productions nationales (P. Jacquemot, M. Raffinot, 1993, p. 41).

Ce phénomène s'est accentué avec la mondialisation dont la conséquence immédiate est la perte de la fonction intégratrice des espaces économiques. Cependant, les modes de gestion de la mondialisation sont en contradiction avec l'importance que revêtent les regroupements économiques. La conception féodale de la mondialisation centralise les instances de décisions et ne permet pas l'invention de réponses locales adaptées.

Il convient d'inventer localement des formes alternatives de développement, de faire évoluer la gouvernance de la mondialisation de manière multilatérale en faisant tendre le local en global par le biais d'alliances entre les espaces économiques ou en adaptant le global aux exigences du local. Il ne s'agit pas de s'opposer globalement à l'idée de mondialisation ni de se replier uniquement sur le local, mais de procéder en sorte que les échanges internationaux, qui vont en s'amplifiant dans de nombreux domaines prennent corps, également en Afrique, selon l'esprit du développement durable. Selon J. Couture, S. Courtois (2005, p. 3)

Les idées de Smith ont été revisitées à nouveaux frais par des économistes post-keynésiens tels Melton Friedman ou F.A. Hayek, associés à l'École de Chicago et considérés comme les architectes de la pensée néolibérale. La question se pose donc, à nouveau, de savoir si la libéralisation des échanges est une bonne

choses, si les bénéficiaires qu'elle génère compensent les inégalités et les injustices qu'elle occasionne, si elle peut se porter garante d'un développement économique responsable et durable et si les cadres établis pour en réguler les effets néfastes sont adéquats.

Pour que la mondialisation soit inclusive, il convient d'articuler le global et le local.

### **L'articulation entre le global et le local pour une mondialisation inclusive**

À travers l'articulation du global et du local, nous voulons proposer une alternative à la mondialisation exclusive. La question de savoir comment le marché mondial peut progresser grâce à une meilleure imbrication des économies est aujourd'hui au cœur de la nouvelle réflexion sur la possibilité d'une mondialisation plus inclusive. Car, comme le dira F. Mayor (1989, p. 324), « L'économie n'a aucun sens si elle ne contribue pas de façon dynamique à la culture tout en en bénéficiant ». Il s'agit de procéder de telle sorte que la rencontre entre les économies locales et globales au sein de la mondialisation puisse être bénéfique à tous les acteurs, qu'ils soient au centre ou aux périphéries.

**Penser globalement et agir localement:** L'idée sous-jacente à la formule « penser globalement, agir localement » J. Ellul (2015) vise à promouvoir un développement durable dans la mondialisation. L'expression même est toutefois postérieure. Cette formule dont le succès sous tous azimuts est illustratif de l'imbrication des facteurs exogènes et endogènes, a été utilisée pour domestiquer les tendances de la mondialisation dont les conséquences écologiques sont avérées déjà dans un rapport officiel des recommandations des scientifiques à la conférence onusienne de Stockholm de 1972. A.-M. Goguel, (1989, p. 74) écrivait à juste titre:

Le mot d'ordre "penser globalement, agir localement" s'impose aujourd'hui à nous tous. Nous avons besoin d'une vision systémique nous permettant d'apercevoir l'interdépendance de tous les événements: le bruissement d'une aile de papillon de proche en proche, par des effets en chaîne, peut déclencher un ouragan à l'autre bout de la planète... Mais ce n'est pas du dehors, en spectateurs, que nous pouvons prendre conscience de ces processus et de ces enchaînements; il n'y a pas de lieu privilégié d'observation ni d'idéologie totalisatrice; nous sommes nous-mêmes engagés dans les réseaux dont nous découvrons le fonctionnement; nous ne sommes pas un fragment sans âme mais une part totalis, un hologramme, une expression à chaque fois singulière du tout (...): c'est la façon dont nous vivons les relations proches qui est la pierre de touche de notre engagement en faveur de ce qui est lointain.

Le devenir du monde appelle une intégration entre les actions à mener localement et globalement. Les problèmes d'environnement par exemple doivent être affrontés dans une approche intégrée qui prend en compte la dimension locale et la dimension globale: le local dans le global, et le global dans le local. L'Agenda 21 issu de la Conférence de Rio en 1992 parle longuement de la relation existant entre pauvreté et environnement, problème qui concerne profondément les pays pauvres, mais aucune tentative valable n'a été entreprise dans l'après Rio pour le traiter. C'est la raison pour laquelle il est urgent que les mouvements de développement de la société civile, enracinés dans la prise en compte active des problèmes locaux, soient davantage intégrés aux négociations d'envergure mondiale. Le leitmotiv de l'Agenda 21 était en effet « Penser globalement, agir localement », une référence schématique qui articule l'échelle planétaire et l'échelle locale. Ce slogan habile, s'émancipe allègrement du jeu complexe des échelles qui semble imposer une pensée unique à l'ensemble du monde. L'effet de la mondialisation sur l'économie africaine fait d'elle une économie extravertie en rapport à la thèse de la marginalisation de l'Afrique conformément aux données sur l'importance de l'Afrique dans l'économie mondiale, ou encore, sur le peu d'influence de l'Afrique dans l'économie mondiale. Mais en

réalité, l'Afrique ne devrait pas se trouver en dehors, ou en marge de la mondialisation.

Partant de la perspective de la réalité même et non de l'idéologie mondialiste, l'économie africaine reste importante pour la mondialisation et l'économie mondiale reste importante pour l'Afrique. On le sait, dans les mots de J.-F. Bayart (1999), l'Afrique reste historiquement extravertie. Parmi les éléments qui peuvent confirmer cette thèse, nous pouvons mentionner que le commerce international représente environ 30% du PIB des pays africains, un pourcentage qui n'a guère changé les dernières décennies. Dans une telle économie extravertie, l'extérieur fournit les ressources majeures du point de vue économique.

Ainsi, celui qui sait se situer entre le global et le local occupe une position stratégique. Il sait se servir des ressources extérieures en fonction de ses besoins intérieurs. L'Afrique s'est sans doute intégrée d'une manière très particulière dans l'économie mondiale, pour une variété de raisons. En Afrique, l'État n'a jamais su jouer un rôle dominant dans la régulation de l'espace public. Il a toujours dû partager cette fonction, avec d'autres pouvoirs comme les chefferies, les sultanats, les pouvoirs religieux, etc. Le résultat de cette composition est toujours assez spécifique et complexe à analyser, parce que nous sommes en face d'un champ politique macrocosmique où les différents acteurs se trouvent mutuellement déterminés l'un par l'autre. Ainsi, presque partout en Afrique, on voit encore une diminution de l'emprise de l'État sur les habitants grâce à la mondialisation justement. Les africains s'insèrent dans l'économie mondiale à travers une variété de réseaux non-gouvernementaux, variant des circuits des ONG et des contacts privés.

La mondialisation, alliée à la métamorphose du capitalisme et à sa financiarisation, a largement contribué à l'émergence du local. Qu'il s'agisse des actions publiques, ou de logiques économiques, on est passé du local au global. Ce glissement d'ici vers l'ailleurs n'est pas neutre. La périphérie désigne aujourd'hui un local qui présente la particularité de s'inscrire dans le global, le centre névralgique de la mondialisation. Dans un espace mondialisé, les lieux sont forcément interconnectés. Des systèmes d'interdépendances de plus en plus complexes donnent naissance au global. Dès lors, le local subit désormais des contraintes ou des influences venues d'ailleurs, mais cette rencontre fait ainsi porter au global la marque du local.

Aujourd'hui, la multiplication d'idéologies produites à des fins consuméristes conduit à une logique de développement non durable, compétitive, aveugle, et destructrice. Cette situation, en limitant les échanges et la connaissance, compromet la définition d'objectifs communs et leur accomplissement. Tous les indicateurs s'accordent pour affirmer la non-durabilité du mode de développement actuel à l'échelle internationale; une réorganisation qui tienne compte des impacts sociologique et écologique de nos activités est inévitable. Une des conséquences majeures de cette situation est la rupture du lien social. La mise en place de dynamiques inter-participatives pour la préservation du patrimoine, et la fédération d'initiatives cohérentes apparaissent comme les stratégies les plus pertinentes pour participer à l'enrayement de cet unilatéralisme. Dans cette optique, les nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent un atout majeur. En effet, Internet offre non seulement un accès inédit à l'information permettant de référencer les problématiques et les potentialités, mais aussi un champ d'expression continue. Les nouvelles applications comme la géomatique (développement de cartes géographiques interactives), ou les statistiques prévisionnelles de l'aménagement du territoire, optimisent la contextualisation de nos choix de vie.

L'enjeu est désormais de développer ces outils de rationalisation collective, que ce soit en termes de démocratisation de la hiérarchisation de l'information, ou de la gestion territoriale, autour d'une recherche de cohérence dans nos choix de développement vis-à-vis des problématiques sociales et environnementales. Penser global pour agir local est le principe premier du développement durable qui se traduit par l'aménagement d'espaces, de structures et d'activités

propres à promouvoir le lien humain (intergénérationnel, interculturel, socio-économique et environnemental), le transfert des informations et des savoir-faire, et la préservation du patrimoine naturel et culturel. Ce principe se veut interactif, évolutif et reproductible, pour une amélioration durable et continue de la qualité de vie.

**Penser localement et agir globalement:** Afin de poursuivre l'objectif commun, celui de mieux vivre sur la planète terre, il faudrait auparavant définir des politiques et des pratiques locales du développement durable, en tenant compte, des héritages, des rapports particuliers entre les sociétés et leur environnement, des besoins, des projections sur l'avenir des populations locales. Même si le développement durable s'inscrit dans une prise de conscience à l'échelle planétaire, c'est aux échelles locales et régionales que sont élaborées les politiques les plus efficaces. Mais, s'il importe de revaloriser les produits locaux, cela ne signifie point qu'il faut s'enfermer dans l'échelle locale. Selon P. Calame ((2004, p. IV).

Les grandes mutations de nos sociétés ne peuvent partir que du local, d'espaces où la société peut se penser comme un tout et non comme une juxtaposition d'activités et de domaines séparés. Le territoire ne doit plus être conçu comme un périmètre géographique clos sur lui-même, mais un nœud dans un système de relations organisé en réseau. C'est un territoire acteur de la mondialisation, brique de base d'une nouvelle gouvernance et lieu essentiel du passage à un développement soutenable.

La gestion intégrée n'a de sens que dans une vision globale de la gestion planétaire. Il importe de renforcer les échanges entre des territoires et de gérer de façon plus responsable les flux des matières solides, car nos méthodes de production et de consommation se répercutent dans d'autres contrées, par-delà toutes les frontières. Les polluants issus de l'industrie voyagent avec le vent et l'eau. Lorsque les habitants des pays développés se nourrissent des fruits et des légumes importés des pays pauvres ; lorsque les pays développés exploitent les matières premières des pays en développement, c'est une forme de participation des pays en développement dont ceux d'Afrique à l'économie mondiale. L'universalité des risques notamment dans les domaines nucléaire et chimique sur l'environnement oblige à repenser les catégories unidimensionnelles de la mondialisation.

Penser localement et agir globalement, peut valablement être appliqué à la citoyenneté mondiale. Être citoyen du monde, c'est prendre conscience de la dimension globale de nos actions. Il s'agit d'appliquer le principe de subsidiarité active entre secteurs, entre acteurs et entre niveaux de gouvernance, du local au global, du national au mondial. Il s'agit de rendre compatible la gestion locale et globale, le court terme et le long terme. Il faut permettre à chaque localité de gérer ses ressources vitales de façon autonome, avec des méthodes de gestion à la hauteur des standards du marché mondial. Diffuser et promouvoir les initiatives de monnaies complémentaires, en particulier les monnaies sociales qui réduisent les liens de dépendance entre le développement local et l'économie globale, c'est imbriquer le local et le global. Partir du local vers le global, c'est comprendre, selon les termes de P. Calame (2005), les relations entre les problématiques locales et internationales et en tirer parti. Fédérer les efforts du local au mondial consistera à mettre en place des alliances et des partenariats équilibrés entre localités. Si les pays d'Afrique entendent relever le défi de la globalisation, ils doivent moderniser et renforcer le secteur privé, pour en faire le principal moteur d'intégration dans le marché mondial. Pour leur insertion à l'économie mondiale, les États africains doivent éliminer les obstacles, réels et perçus, au secteur privé afin d'encourager les talents créatifs des entrepreneurs africains. Dans le même temps, la capacité des institutions publiques est nécessaire au bon fonctionnement d'une économie de marché, qui se nourrit des apports de toutes les localités. Pour atteindre les objectifs susmentionnés, les pays africains devront notamment : instaurer un dialogue entre les gouvernements et le secteur privé afin de parvenir à une vision commune de la stratégie de développement économique et éliminer les contraintes à l'essor du secteur privé ; renforcer et encourager la

croissance des micros, petites et moyennes industries par le biais d'un support technique approprié de la part des institutions de service et de la société civile, et améliorer l'accès des industries au capital en renforçant les projets de micro financement, particulièrement pour les femmes entrepreneurs ; aider à la création de capacités dans le secteur privé, ainsi qu'au renforcement des capacités nationale et continentale en matière de négociations commerciales et l'identification et l'exploitation de nouvelles opportunités commerciales résultant du système de commerce multilatéral.

Les États africains doivent mettre en place un cadre macro-économique solide et une économie ouverte basée sur la poursuite et l'approfondissement des réformes économiques, la libéralisation des échanges sous régionaux et des régimes d'investissement. Ils doivent renforcer les systèmes institutionnel et judiciaire de manière à assurer, à travers leur fonctionnement, le respect de l'État de droit, leur environnement des affaires. Ils pourront ainsi encourager et promouvoir la croissance, la diversification et la réforme en profondeur du secteur financier afin de faciliter la mobilisation de l'épargne. Ils doivent, enfin, renforcer les mécanismes d'investissement et de promotion des échanges aux niveaux national et continental en diffusant l'information sur les opportunités d'affaires dans le secteur privé, et en procurant des mécanismes de crédit sous régionaux. Mais, dans un contexte où les crises financières sont planétaires, où les prix de nos ressources locales et régionales peuvent fluctuer selon l'humeur du marché mondial, où les économies nationales sont de plus en plus dépendantes les unes des autres, comment penser et agir localement? Penser et agir localement est une nouvelle utopie de rechange à laquelle nous soumet l'épreuve de la mondialisation. Penser le développement local implique de voir le monde comme une entité globale aux multiples composantes de plus en plus inter-reliées. Agir sur le développement local implique la prise en considération d'une multitude de déterminants externes sur lesquels notre capacité d'influence s'avère parfois très relative. Faire du développement local, c'est surtout pousser la pensée et l'action en conjuguant ensemble le local au global, et le global et le local.

Penser et agir localement dans l'arène de la mondialisation, c'est, concrètement, travailler ensemble pour le mieux-être des communautés locales, intégrées irrévocablement dans la grande communauté mondiale. C'est tenter de marier l'incontournable nécessité de nous adapter à la nouvelle économie mondialisée, à l'essentielle nécessité de préserver nos particularités et nos richesses naturelles, environnementales et humaines selon C. Camerini (2001). Penser en profondeur la crise de civilisation que nous sommes en train de vivre, crise d'une économie néolibérale qui semble oublier l'humain qui reste la fin de toute bonne entreprise, c'est réinventer l'humanisme qui transparaît dans le local, qui pourrait être ce lieu qui nous permettrait de redécouvrir la richesse de la solidarité par-delà l'économisme de la mondialisation . À la mondialisation vient ainsi s'opposer une tendance à la « multiplicité de mondes » selon les termes de J. Baschet (2016), construits par des éco-communautés localement situées, mais convergentes, et possiblement interconnectées, dans leur effort d'autonomie et de mise en commun.

## CONCLUSION

Au cours de notre argumentation qui s'est faite en deux temps, nous avons présenté, en premier lieu, le positionnement hégémonique de la mondialisation et la situation agonistique de l'économie africaine. En second lieu, nous avons montré la nécessaire dialectique entre le global et le local pour pouvoir porter l'économie africaine à la hauteur de la mondialisation afin que celle-ci soit beaucoup plus inclusive. Au demeurant, la mondialisation est un défi lancé à l'humanité tout entière. Deux attitudes possibles s'y dessinent : ou bien se renouveler et s'adapter aux enjeux du futur, ou bien se coucher et mourir. La mondialisation est un marché, certes inégal, mais un marché du donner et du recevoir. Sur ce marché mondial, il y a encore des places à gagner pour l'Afrique. À travers le phénomène de la mondialisation, les produits locaux africains peuvent s'intégrer au marché global. La

dialectique du local et du global forme le glocal, un néologisme qui illustre la dimension endogène et exogène de la mondialisation et des interactions qui s'y mêlent entre le centre de décisions et les périphéries.

## RÉFÉRENCES

- ADDA Jacques, 2012, *La mondialisation de l'économie. De la genèse à la crise*, Paris, La Découverte.
- BASCHET Jérôme, 2016, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte.
- BAYART Jean-François, 1999, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion » *Critique internationale*, vol. 5. Mémoire, justice et réconciliation, p. 97-120.
- BRUNEL Sylvie, 1993, *Le gaspillage de l'aide publique*, Paris Seuil.
- CALAME Pierre, 2005, *Territoires. Penser localement pour agir globalement*, Paris, Charles Léopold Mayer.
- CAMERINI Carmine, 2001, *Les fondements épistémologiques du développement durable. Entre physique, philosophie et éthique*, Paris, L'Harmattan.
- COUTURE Jocelyne, COURTOIS Stéphane, 2005, *Regards philosophiques sur la mondialisation*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- ELLUL Jacques, 2015, *Penser globalement, agir localement - Chroniques journalistiques*, Éditions PRNG.
- GOGUEL Anne-Marie, 1989, « L' "Autre sommet" ». Nouveau regard sur les problèmes du monde », *Autres Temps*, 23, p. 70-75.
- HUGON Philippe, 2006, *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Armand Colin.
- JACQUEMOT Pierre, RAFFINOT Marc, 1993, *La nouvelle politique économique en Afrique*, Vanves, EDICEF.
- LEUNKEU Tey, 2012, *L'Afrique face aux défis de la mondialisation*, Saint-Denis, Édilivre-Aparis.
- MAYOR Frédéric, 1989, *Les ressources humaines de la dimension culturelle*, Paris, OCDE.
- PÉRÈS Rémi, 2007, *Thèmes d'actualité. Économies, politiques et sociaux*, Paris, Vuibert.

\*\*\*\*\*